

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Centre INRAE Occitanie-Toulouse

Etablissement Public à caractère scientifique et technologique (EPST)

Unité Mixte de Recherche 1388 GenPhySE

24, chemin de Borde Rouge - CS 52627

31326 CASTANET TOLOSAN CEDEX - France

Tél : 05.61.28.54.34

Consultation n° 2025-1388

**Prestations d'installation, de location et de
maintenance d'une cuve de stockage d'azote liquide
et approvisionnement en azote liquide**

**Date et heure limites de réception des offres :
Vendredi 21 février 2025 à 12h00**

SOMMAIRE

<u>Article 1 - Contexte, objet et étendue de la consultation</u>	3
Article 1.1 - Contexte Général	3
Présentation de l'Unité GenPhySE	3
Intérêt scientifique et définition des besoins	3
Article 1.2 - Objet	3
Article 1.3 - Mode de passation	4
Article 1.4 - Type et forme de contrat.....	4
Article 1.5 - Décomposition de la consultation.....	4
Article 1.6 - Nomenclature.....	4
Article 1.7 - Réalisation de prestations similaires.....	5
Article 1.8 - Renouvellement	5
<u>Article 2 - Conditions de la consultation</u>	5
Article 2.1 - Délai de validité des offres	5
Article 2.2 - Forme juridique du groupement	5
Article 2.3 - Variantes et Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE).....	5
Article 2.4 - Développement durable	5
<u>Article 3 - Conditions relatives au contrat</u>	6
Article 3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	6
Article 3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	6
Article 3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
<u>Article 4 - Contenu du dossier de consultation</u>	6
<u>Article 5 - Présentation des candidatures et des offres</u>	7
Article 5.1 - Documents à produire.....	7
Article 5.2 - Visites sur site.....	8
<u>Article 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis</u>	9
Article 6.1 - Transmission électronique	9
Article 6.2 - Transmission sous support papier.....	10
<u>Article 7 - Examen des candidatures et des offres</u>	10
Article 7.1 - Sélection des candidatures.....	10
Article 7.2 - Attribution de l'accord-cadre.....	11
Article 7.3 - Suite à donner à la consultation.....	12
<u>Article 8 - Renseignements complémentaires</u>	12
Article 8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	12
Article 8.2 - Procédures de recours	13

Article 1 - Contexte, objet et étendue de la consultation

Article 1.1 - Contexte Général

Présentation du Centre INRAE Occitanie-Toulouse

L'Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement (INRAE) est un organisme de recherche scientifique publique finalisée, placé sous la double tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture, et de la Pêche. Ses recherches concernent les questions liées à l'agriculture, à l'alimentation et à la sécurité des aliments, à l'environnement et à la gestion des territoires, avec un accent tout particulier en faveur du développement durable.

Ses missions générales sont :

- de produire et de diffuser des connaissances scientifiques ;
- de concevoir des innovations et des savoir-faire pour la société ;
- d'éclairer, par son expertise, les décisions des acteurs publics et privés ;
- de développer la culture scientifique et technique et participer au débat science/société ;
- de former à la recherche et par la recherche.

Présentation de l'Unité GenPhySE

L'Unité Mixte de Recherche GenPhySE (Génétique, Physiologie et Systèmes d'Élevage) réunit des chercheurs en sciences animales. Elle rassemble des compétences en génétique, épigénétique, génomique et physiologie animale et en systèmes d'élevage. L'objectif global de l'unité est de mieux connaître et améliorer les génomes, les animaux, les populations et les systèmes d'élevage des porcs, des petits ruminants, des volailles et des lapins. Ce panel de compétences permet de produire des connaissances fondamentales sur la structure, l'organisation et/ou le fonctionnement du génome et du méta génome, mais également des connaissances finalisées pour la sélection génétique, l'amélioration des pratiques d'élevage et la conception de systèmes d'élevage plus durables.

Intérêt scientifique et définition des besoins

Dans le cadre des projets de recherche menés dans l'unité, les chercheurs et techniciens ont besoin d'avoir un moyen de conserver des échantillons dans l'azote liquide, et de disposer d'azote pour des expérimentations.

Pour cela il est nécessaire à l'unité de disposer d'une cuve située à l'extérieur d'un bâtiment reliée à celui-ci par un système de tirage installé dans une salle prévue à cet effet, ayant un système de contrôle d'oxygène et un extracteur d'air non déplaçables.

Cette cuve est remplie à la demande au titulaire actuel. L'unité remplit des bonbonnes de façon hebdomadaire pour la conservation de ses échantillons.

Article 1.2 - Objet

La présente consultation concerne :

- La **location d'une cuve de stockage d'azote liquide** (comprenant son installation, sa maintenance préventive et curative ainsi que son retrait) ;
- Les consommables associés, à savoir la **fourniture d'azote liquide**.

Lieu(x) d'exécution :

Une partie du patrimoine de INRAE Occitanie-Toulouse :

- Le site d'Auzeville-Tolosane :
Unité Mixte de Recherche 1388 GenPhySE du Centre INRAE Occitanie Toulouse
Bâtiment C
24, chemin de Borde Rouge,
CS 52627
31320 Auzeville-Tolosane

Article 1.3 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la commande publique.

Article 1.4 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un accord-cadre composite comprenant une partie à prix :

- Forfaitaires s'agissant de la **location d'une cuve de stockage d'azote liquide** (comprenant son installation, sa maintenance préventive et curative ainsi que son retrait) ;
- Unitaires en ce qui concerne **l'acquisition des consommables associés, à savoir la fourniture d'azote liquide (m³)**, à bons de commande.

Il s'agit d'un **accord-cadre mono-attributaire conclu avec maximum de 50 000 euros HT** pour toute la durée de l'accord-cadre (quatre (4) ans) en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Cet accord-cadre composite fixe toutes les conditions d'exécution des prestations et comprend des prestations forfaitaires au forfait et des prestations unitaires à bons de commande.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins jusqu'à atteindre le montant maximum de commande.

Article 1.5 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots au motif que cela risquerait de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Article 1.6 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal et codes secondaires	Description
24111800-3	Azote liquide
44615000-4	Cuves sous pression.
50510000-3	Services de réparation et d'entretien de pompes, vannes, de robinets et de conteneurs en métal,
50514200-3	Services de réparation et d'entretien de réservoirs

Article 1.7 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L.2122-1 et R.2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle les nouveaux accords-cadres peuvent être conclus ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification de l'accord-cadre initial.

Article 1.8 - Renouvellement

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations de location d'une cuve de stockage d'azote liquide ainsi que de l'acquisition des consommables associés, à savoir la fourniture d'azote liquide (m³).

Article 2 - Conditions de la consultation

Article 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de réception des offres.

Article 2.2 - Forme juridique du groupement

Le candidat peut se présenter seul ou sous la forme d'un groupement.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, ce dernier peut être :

- Soit conjoint (lorsque chaque membre du groupement s'engage à exécuter le (ou les) prestation(s) susceptible(s) de lui être confiée(s) dans l'accord-cadre),
- Soit solidaire (lorsque chaque membre du groupement est engagé sur la totalité de l'accord-cadre).

Dans les deux formes de groupement, l'un des membres, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement et en coordonne les prestations.

Le mandataire d'un groupement conjoint est solidaire, pour l'exécution de l'accord-cadre, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

En application de l'article R.2142-21 du Code de la Commande publique, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
 - En qualité de membres de plusieurs groupements ;
- sous peine d'élimination des offres concernées.

Article 2.3 - Variantes et Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)

Variantes :

Aucune variante n'est autorisée.

Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE) :

Aucune PSE n'est autorisée.

Article 2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des objectifs d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le C.C.P. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Le titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

Article 3 - Conditions relatives au contrat

Article 3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée est fixée à l'article 6.1 du CCP.

Article 3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

Article 3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des Clauses Particulières (CCP) qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

Article 4 - Contenu du dossier de consultation

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le Règlement de la Consultation (RC)
- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes
- La Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF)
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP)
- Plan d'implantation de la cuve d'azote liquide
- Les Formulaires DC1 et DC2
- Le Formulaire Dépôt de l'offre et Sous-traitance (DC4)
- La Fiche de renseignements

Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2705413&orgAcronyme=s2d>

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée. INRAE Occitanie-Toulouse ne saurait être engagé par des documents non téléchargés sur le portail de dématérialisation.

Les candidats sont invités, pour télécharger les DCE, à s'identifier sur la plateforme. En cas de téléchargement anonyme, ou d'informations erronées dans le formulaire d'authentification, ils ne seront pas informés des éventuelles modifications de la consultation (modifications de dates, rectificatifs ou compléments de dossiers...).

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard cinq (5) jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats

ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe « Dites-le nous une fois ». Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Article 5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L.2142-1, R.2142-3, R.2142-4, R.2143-3 et R.2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
L'habilitation de pouvoir	Non
La déclaration du candidat	Non
La lettre de candidature	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du contrat	Non
Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du contrat	Non

En cas de groupement, les documents de la candidature devront identifier le mandataire et chaque co-traitant.

En application de l'article R.2143-4 du Code de la commande publique, pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2

(déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
• L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes : à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés de l'entreprise ayant vocation à être titulaire de l'accord-cadre et à engager l'entreprise	Oui
• La Décomposition du Prix Global Forfaitaire (en version PDF et Excel) : à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés de l'entreprise ayant vocation à être titulaire de l'accord-cadre et à engager l'entreprise.	Oui
• Le Bordereau des Prix Unitaires (en version PDF et Excel) : à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés de l'entreprise ayant vocation à être titulaire de l'accord-cadre et à engager l'entreprise	Oui
• Le Catalogue des prix (facultatif) (en version PDF ou Excel ou consultable en ligne sur le site du titulaire) : à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés de l'entreprise ayant vocation à être titulaire de l'accord-cadre et à engager l'entreprise	Oui
• Le Cahier des Clauses Particulières (C.C.P) : à accepter sans aucune modification, dûment paraphé, tamponné, daté et signé par la personne habilitée à engager l'entreprise	Oui
• Le mémoire technique , devra présenter les dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution de l'accord-cadre : - Les modes opératoires (méthodologie d'exécution) concernant : <ul style="list-style-type: none"> ➢ L'installation et la location de la cuve de stockage d'azote liquide, ➢ L'entretien et la maintenance de la cuve, ➢ Le retrait de la cuve en fin de prestation. - Les moyens humains dédiés à l'exécution des prestations, - Les moyens matériels affectés à l'exécution des prestations (outillage et produits). Ce mémoire technique comprendra toutes justifications et observations permettant de déterminer la qualité de l'offre et la proposition de prix.	Oui
• Les fiches techniques , correspondant aux produits et prestations proposées par le candidat.	
• Les fiches de sécurité des produits	
• Les différents délais et durées (livraison, installation, intervention si problème).	
• La fiche de renseignements complétée	Oui
• Le Certificat de visite de site complété (facultatif si visite de site réalisée)	Oui

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants. Pour cela, les candidats peuvent utiliser le formulaire DC4 prévu à cet effet, disponible gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Article 5.2 - Visites sur site

Afin d'apprécier l'étendue des prestations, une **visite de site facultative du site est possible**.

Les visites de sites auront lieu **au plus tard le 18 février 2025.**

Le candidat qui souhaite effectuer la visite de site devra **prendre rendez-vous avec le pouvoir adjudicateur afin de fixer la date de visite de site**, aux adresses **marches-toulouse@inrae.fr** et **sophie.leroux1@inrae.fr**.

Au terme de la visite sur site, un certificat de visite par site sera délivré à chaque candidat.
L'absence de certificat de visite ne sera pas un motif de rejet de l'offre.

Article 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Article 6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2705413&orgAcronyme=s2d>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent Règlement de la Consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

- **La copie de sauvegarde**

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Centre INRAE Occitanie -Toulouse
Service Achats Marchés - SDAR
24, chemin de Borde Rouge - CS 52627
31326 CASTANET TOLOSAN CEDEX - France
@ : marches-toulouse@inrae.fr

- Format électronique

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants :

- Archives : .zip, .7z ;
- Documents / plans : .docx, .xls, .pdf, .odt, ods ;
- Informations graphique/images : *.jpg, *.gif, *.png ;

De préférence, la taille des fichiers ne doit pas dépasser 50 mégaoctets.

Le candidat veillera à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les « .exe » ;
- favoriser les formats dits « ouverts » propres à la conservation à long terme des données : xml ou pdf pour les fichiers texte, jpg ou png pour les fichiers images.
- ne pas utiliser certains outils, notamment les « macros »,
- ne pas verrouiller ses documents par des mots de passe qui rendraient impossible leur lecture par le pouvoir adjudicateur ;
- renseigner, lors du téléchargement du DCE, son nom, une adresse électronique ainsi que le nom d'un correspondant afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuels compléments (précisions, réponses, rectifications).

- Signature électronique

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Article 6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, **la transmission par voie papier n'est pas autorisée.**

Article 7 - Examen des candidatures et des offres

Article 7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de cinq (5) jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Article 7.2 - Attribution de l'accord-cadre

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R.2152-1 et R.2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

INRAE se réserve la possibilité de négocier le marché.

Pour le cas où INRAE décide de négocier, la négociation sera engagée avec les trois (3) meilleurs soumissionnaires sur la base des critères retenus pour le jugement des offres. De même le choix final du titulaire du marché se fera sur la base de ces critères en fonction des éléments obtenus ou non lors de la négociation.

Les soumissionnaires préciseront impérativement dans leur offre le nom et l'adresse e-mail de la personne à contacter pour l'invitation à la négociation.

Il est prévu que les négociations se dérouleront :

- Soit en présentiel : dans ce cas les soumissionnaires retenus seront audités à INRAE. Une invitation, précisant notamment les modalités d'accès à cette audition (date, heure, durée, salle de réunion), sera alors adressée à chacun des soumissionnaires retenus par voie électronique au moins cinq (5) jours calendaires avant la date envisagée. Parmi ces personnes, figurera obligatoirement l'intervenant principal de la prestation.

A l'issue de la négociation, il sera demandé aux soumissionnaires de confirmer par écrit les engagements/éléments avancés lors de l'audition.

Si besoin, la négociation se poursuivra selon la formule d'un jeu de questions/réponses adressé par courriel via la plateforme PLACE à chacun des soumissionnaires auditionnés.

- Soit par échanges écrits via le module de message sécurisé de la plateforme PLACE.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée. Après négociation, toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
Critère n° 1 - Prix des prestations	25.0
1.1 - Prix des prestations forfaitaires relatifs à location de la cuve, son installation, sa maintenance et son retrait (DPGF)	20.0
1.2 - Prix des prestations unitaires relatifs à la fourniture de l'azote liquide (BPU)	5.0
Critère n° 2 - Valeur technique	75.0
2.1 - Délais d'installation (conditions et respects des délais de mise en place de la cuve), délais de livraison d'azote liquide et suivi de la prestation de maintenance (délai de réactivité)	45.0
2.2 - Organisation et qualité des prestations (détail, niveau et type de maintenance, modalités d'exécution : plages horaires de prise en compte des appels et des commandes...etc).	20.0

Le critère n° 1 « **Prix des prestations** » sera la somme des notes obtenues aux sous-critères 1.1 et 1.2.

Le critère n° 1.1 « *Prix des prestations forfaitaires relatifs à location de la cuve, son installation, sa maintenance et son retrait (DPGF)* » sera noté de la manière suivante :

NOTE = (Offre la plus basse / Offre proposée par le candidat) X (valeur pondération critère prix)

Etant entendu que les prestations forfaitaires correspondent aux prestations définies dans le CCP et dans la DPGF.

Le critère n° 1.2 « *Prix des prestations unitaires relatifs à la fourniture de l'azote liquide (BPU)* » sera noté de la manière suivante :

NOTE = (Offre la plus basse / Offre proposée par le candidat) X (valeur pondération critère prix)

Etant entendu que les prestations unitaires correspondent aux prestations définies dans le CCP et dans le BPU.

Concernant les prix forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Le critère n° 2 « **Valeur technique** » sera noté au regard des éléments apportés dans le mémoire technique accompagné des justifications et observations.

Article 7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à cinq (5) jours.

Article 8 - Renseignements complémentaires

Article 8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2705413&orgAcronyme=s2d>

Cette demande doit intervenir au plus tard sept (7) jours avant la date limite de remise des plis (soit le vendredi 14 février 2025 à 12h00).

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, quatre (4) jours au plus tard avant la date limite de remise des plis (soit le lundi 17 février 2025 à 12h00).

Article 8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Toulouse

68 rue Raymond IV

BP 7007

31068 TOULOUSE CEDEX 7

Tél : 05 62 73 57 57

Télécopie : 05 62 73 57 40

Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://toulouse.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R.551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Toulouse

68 rue Raymond IV

BP 7007

31068 TOULOUSE CEDEX 7

Tél : 05 62 73 57 57

Télécopie : 05 62 73 57 40

Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://toulouse.tribunal-administratif.fr/>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Tribunal Administratif de Toulouse

68 rue Raymond IV

BP 7007

31068 TOULOUSE CEDEX 7

Tél : 05 62 73 57 57

Télécopie : 05 62 73 57 40

Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://toulouse.tribunal-administratif.fr/>